

Les maoïstes en Inde - Ecrits et interviews d'Azad

jeudi 8 mars 2018, par [Jadarshini](#)

En hommage à notre ami

Nous, les amis de Cherukuri Rajkumar (Azad), présentons cette sélection de ses écrits et interviews tirés de journaux et sites internet populaires, à tous ceux qui s'intéressent aux idées de la politique maoïste indienne en général et en particulier de l'articulation qu'Azad en fait. Azad fut notre ami durant plus de trente ans et il a passé plus des deux tiers des 56 courtes années de sa vie à développer, explorer, expliquer et débattre de ces idées. En lecteur vorace et auteur prolifique qu'il était, les écrits rassemblés ici constituent probablement moins d'un dixième de sa production littéraire. Une grande partie de ses écrits l'ont été de manière anonyme ou sous différents pseudonymes dans des journaux et documents clandestins. Nous laissons aux futures recherches la tâche de préparer ses œuvres choisies, très probablement avec le soutien actif du parti duquel il était le porte-parole, membre du Central Committee et du Politburo quand il fut brutalement assassiné par la police le 2 juillet 2010 dans une zone forestière d'Adilabad en Andhra Pradesh.

Sa mort nous a ramené sa mémoire et nous, issus de différents milieux, avons commencé à davantage nous attacher à ses souvenirs après son décès. En fait, il s'est mis à vivre plus vigoureusement parmi nous après sa mort, justifiant le dicton "un tyran meurt et son règne est fini, un martyr meurt et son règne commence". Les écrits, déclarations, opinions, lettres d'Azad, ainsi que ses présentations d'un mouvement révolutionnaire qui se répand à pas de géants résonnent aujourd'hui de façon plus virulente. Durant les trois mois qui ont suivi son assassinat de sang-froid par la police, son nom fut plus visible dans les médias que lorsqu'il était vivant.

Nous avons pensé, en tant qu'amis d'Azad, qu'il était de notre devoir de propager ses idées, sa personnalité et ses écrits. Même si nous comprenons que son parti est sûrement mieux placé que nous pour entreprendre cette tâche, nous voulions également y ajouter notre pièce. Moins d'une semaine après son décès, nous avons publié un petit recueil d'articles nécrologiques écrits en télougou par d'importants journalistes et militants pour les libertés civiles. Nous avons été submergés de réactions internationales contre son assassinat et avons publié un autre mince recueil de déclarations de solidarité et de condoléances émises par différents partis, organisations et individus à travers le monde.

Dans le cadre de ce processus, ce livre est notre troisième ouvrage destiné à propager les idées d'Azad. Tous ces articles et interviews ont été publiés dans des journaux populaires tels que *Economic & Political Weekly*, *The Hindu*, *Mainstream*, *People's March*, etc. et sont disponibles sur Internet. Nous manifestons notre vive gratitude à tous ces journaux, revues et sites internet.

Nous avons distribué nos publications précédentes à tous ceux qui nous connaissions, mais nous avons pensé que ce livre devait être accessible à tous ceux que nous ne connaîtrions pas, mais qui voudraient réellement cet ouvrage. Nous voudrions rappeler à tous ceux-là qu'étant donné la répression qui fait rage aujourd'hui en Inde, il nous est difficile de révéler nos identités. Par conséquent, nous avons demandé à l'écrivain révolutionnaire Varavara Rao, qui fut un émissaire du CPI(Maoist) durant les pourparlers de paix avec le gouvernement de l'Andhra Pradesh, de prêter son nom et son adresse au livre. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir accédé à notre demande.

Notre ami Azad est ici vivant par ses mots. Par son éloquence. Par ses tournures de phrase. Par son penchant pour la vérité. Par son approche méticuleuse. Par son analyse incisive. Par sa pratique résolue.

Par son sacrifice suprême. Azad inspire toujours.

Les amis d'Azad - 20 septembre 2010

Une brève biographie

Cherukuri Rajkumar (camarade Azad) est né dans une famille de classe moyenne du district de Krishna (Andhra Pradesh) le 18 mai 1954. Son père, Cherukuri Lakshmaiah Chowdary, ancien soldat, et sa mère Karuna ont déménagé à Hyderabad pour ouvrir un petit restaurant. Il a donc suivi un enseignement primaire à Hyderabad et a poursuivi ses études secondaires à la Sainik School, Korukonda dans le district de Vizianagaram. Il a obtenu son diplôme d'ingénieur chimiste au Regional Engineering College (REC) de Warangal et un diplôme de troisième cycle en métallurgie à la Andhra University, Visakhapatnam.

Les étudiants du REC furent au premier plan de la formation de l'Andhra Pradesh Radical Students Union (RSU) en octobre 1974 et Rajkumar faisait partie de ce groupe. Il fut arrêté en 1975 durant l'état d'urgence et a passé quelques mois en prison. Le Radical Students Union fut réanimé après l'état d'urgence et Rajkumar a pris sa présidence en 1978. Il fut réélu deux fois à cette position.

En 1980, il choisit de devenir permanent et entre alors dans la clandestinité. Il ne fut ensuite plus question de faire machine arrière. Durant les trente années qui ont suivi, il a travaillé dans différentes régions telles que le Karnataka, le Tamilnadu, le Kerala, le Maharashtra, le Gujarat et le Dandakaranya, apportant des contributions théoriques, politiques et organisationnelles aux luttes menées dans ces endroits. Il a guidé des unités et des comités du parti dans tous ces états comme le South-western Regional Bureau. Bien qu'il fut membre d'un organe de décision collective du parti, sa contribution personnelle en terme de vision et d'expertise dans plusieurs domaines et sa perception très fine de différents thèmes en développement ont pas mal aidé le mouvement. Il était un lecteur vorace et un auteur prolifique. Étant donné la nature de son activité clandestine, il a écrit sous divers pseudonymes, et a souvent attribué le crédit de ses écrits au collectif. Mais on peut facilement identifier son style dans de nombreux textes publiés dans *Voice of the Vanguard*, *People's March*, *People's Truth*, *Maoist Information Bulletin*, etc.

En 2002, le gouvernement de l'Andhra Pradesh a entamé des pourparlers avec le CPI(ML) Peoples War afin de ramener la paix. C'est Rajkumar qui a porté les efforts de négociations de paix du côté du parti révolutionnaire. Il a écrit un certain nombre de déclarations, a donné des interviews aux journaux pour clarifier la position du parti. En 2004, les discussions ont quelque peu avancé entre les représentants du CPI(Maoist) et du CPI(ML) Janasakthi d'une part et les représentants du gouvernement d'autre part. Entre mai 2004 et janvier 2005, c'est une nouvelle fois Rajkumar qui a guidé et préparé de nombreuses documents et déclarations pour les négociations. Encore début 2007, lorsque le premier ministre a décrit le mouvement maoïste comme étant la plus grande menace intérieure pour le pays, Rajkumar a régulièrement mis au jour les intentions réelles de la mafia minière derrière ces assauts, dont l'Operation Green Hunt. Par l'intermédiaire de divers textes et interviews dans plusieurs médias, il a élaboré les positions du parti sur différentes questions, parmi lesquelles le processus de paix. Plusieurs de ses déclarations, une interview de 18 pages et son enregistrement envoyé à la presse en octobre 2009, son interview de 12.262 mots donné à *The Hindu* en avril 2010 et sa lettre du 31 mai 2010 en réponse à la lettre du ministre de l'Intérieur P. Chidambaram du 10 mai à Swami Agnivesh sont des présentations extrêmement claires de la position du CPI(Maoist)

Table des matières - Nous publierons les textes au fur et à mesure de leur traduction

- [Les maoïstes en Inde - Octobre 2006](#)
- [À propos de l' "accord de paix global" au Népal - Décembre 2006](#)
- [Interview concernant les faits nouveaux au Népal - Mai 2008](#)

- À propos de V. Prabhakaran- Mai 2009
- À propos de Patel Sudhakar Reddy et Venkataiah - Mai 2009
- Au sujet de la tactique de boycott électoral des maoïstes - Septembre 2009
- Interview à propos de l'offensive militaire du gouvernement - Octobre 2009
- Sur les négociations - Octobre 2009
- À propos de K. Balagopal - Octobre 2009
- Au sujet du Telengana - Décembre 2009
- Concernant Sakhamuri Appa Rao et Kondal Reddy - Mars 2010
- À propos de l'attaque de la guérilla dans le Dantewada - Avril 2010
- Interview à The Hindu - Avril 2010
- Lettre à Swami Agnivesh - Mai 2010
- Sur la tragédie du Jnaneswari Express - Mai 2010
- Au sujet du verdict de Bhopal - Juin 2010
- Une dernière note à un néo-colonialiste - Juillet 2010

Les maoïstes en Inde

Riposte publiée dans *Economic and Political Weekly* - 14 octobre 2006

Le numéro spécial (22 juillet 2006) consacré au maoïstes en Inde reflète la prise de conscience de l'importance croissante que joue le mouvement dirigé par les maoïstes dans la politique et l'économie du pays. Toutefois, il est déconcertant que ce numéro consacré aux maoïstes ne contienne pas un seul article des maoïstes eux-mêmes. La majorité des essais semblent se préoccuper de la question de la violence, et non des conditions des masses pour leur trouver une issue. Bien que *EPW* ait sélectionné un large spectre d'opinions, il aurait été plus constructif que les articles aient été davantage liés à la manière de soulager les masses de leurs conditions terrifiantes, tout particulièrement alors que leur situation s'est empirée à l'heure de la mondialisation. Le problème de la violence aurait dû être vu sous cet angle. Dans cette riposte, nous présenterons d'abord brièvement notre conception de l'ordre social indien, puis nous traiterons de nos propres objectifs en tant que cadre à partir duquel considérer les points de vue qu'ont fait valoir les auteurs, pour ensuite relever les principales questions sur lesquelles nous ne sommes pas d'accord.

Un ordre semi-colonial et semi-féodal

Notre pays bien-aimé, si riche en ressources naturelles, en ressources humaines et en ingéniosité, a été réduit à un État qui est, sous certains aspects, pire que celui de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Durant ces presque soixante années de prétendue indépendance, la situation ne s'est pas considérablement améliorée par rapport à celle qui prévalait durant les dernières années de l'empire britannique - tout au moins pour les masses. Durant la période Nehruvian, le modèle de développement reposait sur l'"effet de ruissellement" ; aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation, ce faux-semblant n'est même plus présent. Le chiffre (officiel) de cent mille suicides dans l'Inde rurale au cours des dix dernières années n'est que la pointe de l'iceberg d'une misère à laquelle aucun auteur ne fait référence. La pauvreté et la privation des masses se poursuivent à un rythme constant, à plus forte raison dans la phase actuelle de mondialisation. Et lorsque les masses (et pas seulement les naxalites) osent réclamer justice, elles font face aux bâtons et aux fusils de l'appareil étatique avec une intolérance croissante.

Cela fut non seulement évident lors la lutte des travailleurs à Gurgaon, de la lutte des tribaux de Kalinga Nagar, de la résistance des habitants des bidonvilles de Mumbai et de Delhi, des luttes des personnes expropriées du Narmada, des luttes paysannes au Rajasthan, des luttes des employés de l'électricité en Uttar Pradesh et au Punjab, et de la lutte des employés gouvernementaux au Tamil Nadu, mais même aussi dans les manifestations contre les récentes démolitions dans les quartiers de la classe moyenne à Delhi. Lors de toutes ces luttes, comme ils n'étaient pas assez puissants pour résister à l'assaut de l'État, les gens furent impitoyablement écrasés. En conséquence, leur situation a empiré. Quelles réponses les

auteurs (de l'édition spéciale de *EPW* sur le mouvement maoïste en Inde) ont-ils pour mettre un terme à cette violence endémique de l'État contre les diverses sections de personnes en lutte ? Comment ces personnes devraient-elles s'organiser pour améliorer leur vie ? Comment devraient-elles riposter ? Remettre en cause la méthode maoïste, qui a obtenu quelques succès, du moins de ces régions où les maoïstes ont adopté la voie de la lutte armée, sans effectivement donner d'alternative, c'est pousser la population plus profondément dans le désespoir (et la pauvreté), alors même que ceux qui en ont plein les poches se pavent en faisant étalage de leurs richesses.

La violence croissante de l'État contre les masses et l'appauvrissement grandissant ne sont pas un simple accident ou quelques cas isolés, mais sont endémiques au système existant que les maoïstes qualifient largement de semi-colonial et semi-féodal. Semi-colonial parce que les classes dirigeantes indiennes (grandes entreprises, hauts fonctionnaires, politiciens de premier plan gérant le pays et les états) sont liées aux intérêts impérialistes. Semi-féodal car, dans la mesure où les vieux rapports féodaux n'ont pas été détruits, on ne leur a superposé qu'une certaine dose de croissance capitaliste. Le parlement n'est pas non plus une institution démocratique (comme dans les pays qui ont traversé une révolution démocratique - une démocratie bourgeoise) mais fut constitué dans l'État hautement autocratique existant et ses structures semi-féodales. Une ruse pour duper les masses.

L'économie indienne contemporaine est excessivement influencée par les activités des opportunistes, une mafia impitoyable, des intérêts miniers avides et d'immenses spéculateurs, tous liés à la politique de la criminalité. La dégénérescence est si profonde, la pourriture si aigüe que ces mêmes opportunistes créent des milliers d'organisations non-gouvernementales (ONG) afin de banaliser les maux du système pour que le peuple ne puisse pas voir qu'ils sont endémiques au système lui-même et qu'ils ne sont pas uniquement dus à quelques méchants individus ou à de mauvaises politiques. L'ordre semi-colonial semi féodal reproduit la polarisation sociale - des riches en pleine croissance et leur grand nombre de larbins, et une masse croissante de pauvres. Une petite section de la classe moyenne passe dans la première catégorie, ramassant les miettes de l'opulente table à manger ; la majeure partie de la population est poussée dans la misère, le chômage, la crise agraire, la faillite et la ruine financière. Une grande quantité même de la (petite) bourgeoisie locale et des petits commerçants se fait éjecter par l'entrée d'entreprises géantes dans toutes les sphères de l'économie.

Étant donné cette richesse extrême et cette pauvreté, l'État devra recourir à de plus en plus de répression de la population et de ses organisations extrême afin de protéger les enclaves des riches et des puissants. Ce n'est qu'au sein de cette structure que l'on peut comprendre pourquoi le ministre de l'Intérieur désigne les maoïstes comme étant la menace numéro un pour la " sécurité intérieure ". Nous, les maoïstes, cherchons un ordre juste et équitable. Dans cette entreprise, la question clé est de savoir comment faire face à l'État répressif indien qui piétine sauvagement le peuple, alors même qu'il défend et choie les riches. Mais avant cela, relevons ce pour quoi nous nous battons.

Le modèle maoïste de développement

Nous, les maoïstes, défendons un modèle de développement autonome axé sur les personnes. Dans ce modèle, la population joue un rôle central ; l'initiative des gens y est libérée dans toute la mesure du possible. Nous pensons que toutes les richesses générées au sein du pays doivent y rester et qu'il ne devrait pas être permis qu'elles soient écoulées à l'étranger. L'Inde est un pays très riche ayant de l'ingéniosité et d'énormes ressources humaines, tout cela accompagné d'une vaste base de ressources naturelles. Les importantes richesses, que les impérialistes, les éléments féodaux et les compradores se sont appropriées illégalement et de façon immorale, doivent être saisies pour être utilisées dans le développement de l'économie, dans l'agriculture et dans les régions rurales avant tout, là où vit la majeure partie de notre population.

Notre modèle de développement est orienté dans le but de grandement renforcer le pouvoir d'achat des masses. Ceci va créer un énorme marché intérieur dans le pays même, ce qui fera office de moteur principal pour la croissance. Un remaniement de l'économie rurale, où vit 70 pourcent de notre population, est le point de départ de tout ceci. Cela s'amorcera par des réformes agraires, la

redistribution de la terre sur la base de la "terre au laboureur". Dans cet article, Tilak D Gupta affirme que cela n'est plus viable étant donné qu'il n'y a pas assez de terre excédentaire. Mais a-t-il fixé un plafond viable pour déterminer la surface de terre disponible pour la redistribution ? A-t-il déterminé la surface de terre associée au gouvernement et aux panchayats ; la surface de terre appartenant aux institutions religieuses et aux bâtards ; celle en possession des propriétaires fonciers ne résidant pas sur leurs biens (la plupart des bureaucrates et fonctionnaires de l'armée même conservent une terre, et ils sont nombreux, en fait, à en acheter davantage) ; la surface de terre attribuée au secteur des entreprises privées et aux hôtels luxueux, aux clubs de golf, etc ?

Les réformes agraires, couplées à d'importants investissements dans l'agriculture (aussi pour revitaliser le sol détruit par la révolution verte), les activités forestières et connexes (l'élevage de volaille, de chèvres, la pêche, etc.) augmenteront énormément le pouvoir d'achat de la population rurale. Ceci entraînera la création d'un marché pour les biens de première nécessité et soutiendra la création d'une industrie rurale, ce qui conduira à la génération d'emplois. Avec cette création d'emplois, le pouvoir d'achat augmentera davantage, entraînant un accroissement de l'industrie, et c'est cette spirale qui provoquera une croissance continue. Dans ce modèle de développement, la croissance (et l'extension du marché intérieur) sera liée au bien-être de la population, et en sera en fait dépendante.

Dans les régions urbaines aussi, la production industrielle sera axée sur les personnes. Les dépenses abondantes des supers riches cessera (leurs surplus et leurs richesses mal acquises seront confisqués) et les vastes bidonvilles seront remis en état. Un salaire décent assurera la sécurité de l'emploi et il ne sera plus nécessaire de se cramponner à la terre ancestrale, source de sécurité sur laquelle se rabattre. Ceci libérera un nouvel apport de terre pour la population rurale pauvre.

Les masses seront impliquées dans les activités culturelles, sportives et récréatives, alors que l'éducation sera rendue accessible à tous. Toutes les formes de discrimination et d'oppression patriarcales seront combattues et interdites. L'intouchabilité sera abolie et sévèrement punie. Toutes les idées féodales et immorales seront combattues bien après la révolution grâce à la révolution culturelle. Les soins de santé seront accessibles gratuitement, et un accent sera mis sur les soins préventifs et l'hygiène.

En quelques mots, il s'agit donc du modèle de développement pour lequel nous, les maoïstes, nous nous battons. Cela se trouve dans le programme du parti et les résolutions politiques publiées de temps en temps. Il n'y a aucune ambiguïté à ce propos. Dans le Bastar, avant l'assaut massif de l'État dans l'actuelle campagne de la Salwa Judum, un grand nombre de projets de développement suivant les lignes mentionnées ci-dessus, ont été lancés. Ils ont été décrits dans le livret *New People's War Power in Dandakaranya* (2000). Dans l'Andhra Pradesh, le Jharkhand et le Bihar, ce sont les justes luttes des paysans sous la direction maoïste qui ont conduit à la saisie des terres des grands propriétaires fonciers et à leur répartition parmi les paysans pauvres et sans terre.

Ce que nous proposons est un modèle de nouvelle démocratie construit autour d'un axe de réformes agraires et d'une économie autosuffisante. C'est également ce nouveau modèle démocratique que nous cherchons à mettre en œuvre (sur la prise de pouvoir) sous une forme rudimentaire dans les bases de guérilla et plus tard dans les zones de base. C'est la raison pour laquelle, dans le Dandakaranya, les maoïstes ont non seulement exécuté des projets axés sur les personnes (lorsque les opérations militaires n'étaient pas si intenses) mais ont également appelé à l'arrêt de la saisie de notre riche minerai de fer des mines de Bailadilla par le Japon et soutenu les quelques 400 petits laminoirs menacés de fermeture en raison des politiques gouvernementales. Ce modèle est-il violent ? Est-il non-démocratique ? C'est en fait le modèle de croissance le plus humain et pacifique qui soit. Mais lorsque nous tentons de le mettre en œuvre, l'État nous tombe lourdement dessus, ainsi que sur les masses qui nous soutiennent. Ce n'est pas nous qui cherchons la violence. En fait, pendant plus de dix ans, nous avons été en mesure de monter de nombreux projets de développement dans le Dandakaranya et le Jharkhand alors que les actions militaires du gouvernement étaient moindres. Nous cherchons à exécuter le modèle de développement défini ; si cela peut se faire de manière pacifique, tant mieux. Mais l'histoire nous a montré que les riches et leurs représentants politiques sont incapables d'accepter l'idée même d'une telle transformation.

La question de la violence

La question de la violence est le seul fil conducteur important à travers tous les articles. Aucun véritable communiste n'est pour la violence en soi. Les communistes sont en faveur d'un système social pacifique construit autour de l'égalité et de la justice. Et c'est le cas depuis la naissance du mouvement communiste. Mais lorsqu'ils tentent de travailler à l'établissement d'un tel système, ils sont très brutalement attaqués. Ils sont massacrés et exterminés depuis les premiers jours de la Commune de Paris. Il serait naïf de penser que les classes dirigeantes indiennes, qui ont un interminable record de violence contre les masses opprimées, soient un tant soit peu meilleures. En outre, la population n'est pas seulement confrontée à la violence d'État ; dans une société de classe comme en Inde, la violence est endémique au système même et les masses opprimées y sont exposées au quotidien - de la part de l'autorité féodale et des directions d'usine, en raison de l'intouchabilité, du patriarcat, etc.

La société humaine, depuis l'origine de la propriété privée et des classes, n'a avancé qu'à travers un processus de luttes prolongées et sinueuses, et en s'opposant à la violence des classes dirigeantes. S'attendre à ce que les classes dirigeantes tiennent aujourd'hui compte de ceux qui exigent un nouveau système social davantage avancé, c'est nier les leçons de l'histoire. Par exemple, K Balagopal a émis une hypothèse concernant une réponse alternative qu'auraient pu apporter les maoïstes après même qu'aient commencé les combats meurtriers en Andhra Pradesh. Le gouvernement aurait-il, comme supposé par Balagopal, autorisé les maoïstes à se concentrer sur la révélation du penchant anti-pauvres du modèle de développement actuel et à étendre leur activité de masse au point qu'elle puisse avoir donné une solide base de masse à leur aspiration au pouvoir d'État ? Si cette possibilité existait, pourquoi les classes dirigeantes ont-elles attaqué le mouvement légal à Karimnagar et à Adilabad en premier lieu ? Il n'y avait alors aucune activité armée lorsque le Disturbed Areas Act fut introduit par le gouvernement Chenna Reddy en 1978.

Et, comment fait-on face aux attaques des propriétaires fonciers et de la police ? Balagopa affirme également qu'une réponse positive de l'État aurait délégitimé l'argument en faveur de la violence révolutionnaire. Une telle spéculation ne fait qu'exposer les illusions de nos intellectuels quant à la nature de l'État. Ce qu'il faut, c'est une évaluation réaliste de la situation.

Attacher autant d'importance à la violence des maoïstes semble détourner l'attention de la question de la violence à laquelle doivent faire face les masses chaque jour de leur vie dans le système actuel. Chaque jour, des centaines de personnes meurent de faim et de maladies facilement guérissables. L'autorité semi-féodale dans les villages n'a que la force comme important instrument de contrôle. Les ouvriers dans quasiment toutes les industries, sauf les grandes (et parfois même là) doivent régulièrement faire face aux voyous entretenus par la direction, et même par la police. Les femmes de notre pays sont confrontées à une violence patriarcale quotidienne et il y a de nombreux décès prétendument liés à la dot chaque année. Les Dalits sont tous les jours confrontés à l'humiliation et aux insultes. En plus de tout ceci, il y a la violence de l'État, les fascistes Hindutva, la mafia liée aux partis politiques traditionnels, aux grandes entreprises, etc.

La violence des maoïstes, qui est précédée et provoquée par la violence des oppresseurs, n'est pas vraiment le problème principal. Le problème principal, c'est la justice. S'il faut discuter de la violence maoïste, il faut le faire dans le contexte de violence qui imprègne chaque aspect de notre système. Si on ne la voit pas dans ce cadre, on tombe dans le piège du concept abstrait bourgeois selon lequel "la violence nourrit la violence", sans comprendre les causes structurelles de la violence.

Un aspect important des opérations actuelles de contre-insurrection est l'utilisation massive d'un réseau d'informateurs et d'espionnage pour décimer les mouvements, non seulement à l'extérieur, mais aussi de l'intérieur. Aujourd'hui, il s'agit d'une des armes majeures des stratégies de contre-insurrection dans le monde, y compris en Inde. La contre-insurrection opère à partir de village jusqu'à l'organisation de masse pour aller jusqu'à couvrir les opérations au sein du parti lui-même. D'importants fonds sont secrètement alloués à ces fins. La majorité de ces informateurs se font passer pour des "civils", et ils sont nombreux à venir des classes les plus pauvres. Mais leur existence a entraîné la mort de milliers des meilleurs

révolutionnaires à travers le monde. Ceci va de pair avec la torture brutale infligée pour obtenir des renseignements. Par le passé, des rapports de tortures brutales furent rendus publics ; aujourd'hui, les classes sociales s'assurent que cela ne se produise plus en tuant les victimes torturées et en légitimant la torture comme étant un élément nécessaire de la "guerre contre le terrorisme".

Ce que le monde voit, ce n'est que la violence manifeste de l'État, pas ces opérations secrètes. L'unique méthode à long terme pour contrer ces opérations est l'augmentation de la base de masse du parti (pas le simple soutien des masses) et l'élévation de son niveau politique. Il est également nécessaire de gérer le problème dans l'immédiat ; sinon, les meilleurs de nos cadres se font tuer. Si tous les habitants de chaque village sont bien organisés (en organisations de masse, milices et unités de parti) il est très difficile pour un informateur de survivre sans se faire remarquer. Mais une organisation si intense prend du temps et n'est pas si aisée dans les villages plus grands et dans les bidonvilles urbains. Dans l'intermédiaire, on recrute les informateurs. La plupart des éléments recrutés par l'État peuvent être issus de milieux ordinaires, mais ce sont principalement des éléments lumpen ou pervers. Ce sont les recrues dans les opérations secrètes de la police et de l'armée. Toute indulgence à leur égard peut signifier (et a signifié) la mort des meilleurs de nos camarades. Les actions contre ces éléments ne peuvent pas être interprétés comme une violence contre des civils, mais contre des recrues de la police et des forces paramilitaires, et doivent être perçues comme telles. Il est important de comprendre cela, à la lumière de la contre-insurrection d'aujourd'hui sous la forme du conflit de faible intensité, à l'origine conçu par le MI5 (de la Grande-Bretagne) et la CIA (des États-Unis), et utilisée à travers le monde.

Le malentendu majeur

Il y a encore une autre idée fausse importante - celle selon laquelle des "innocents" sont pris dans le feu croisé entre les naxalites et la police. D'abord, ceci n'est pas un fait. Deuxièmement, les "gens" ne sont pas une masse homogène ; l'élite dirigeante et leurs parasites sont avec l'État, alors que les masses d'opprimés sont avec les Naxalites. Les premiers soutiennent le terrorisme d'État (comme celui de la Salwa Judum), alors que les seconds agissent de concert avec les maoïstes pour résister à ce terrorisme. Le malentendu d'une population homogène est liée à l'opinion postmoderniste d'une prétendue "société civile", laquelle dissimule les divisions de classe au sein de la société. Malgré tout, dans les conflits impliquant le terrorisme d'État et la résistance de la population, certaines sections ne seront alliées à aucun camp, mais la majorité est polarisée en deux camps - une minorité alliée à l'État d'une part, et les masses soutenant les Naxalites de l'autre. Le raisonnement erroné susmentionné considérant la population comme une masse homogène se retrouve au fil de tous les articles, y compris dans celui de Sumanta Banerjee lorsqu'il écrit : "... les guérilleros maoïstes font souvent preuve d'une mentalité immature en les intimidant au lieu de les politiser patiemment". Selon nous, au niveau du village, les masses sont divisées en trois sections : les réactionnaires purs et durs, les sections intermédiaires qui peuvent hésiter entre les deux forces en compétition et les masses ralliées par les maoïstes. La déclaration de Banerjee s'appliquerait aux sections intermédiaires. La réalité est néanmoins que l'essentiel des actions entreprises par les maoïstes l'ont été contre les réactionnaires purs et durs. Il se peut qu'il y ait eu des erreurs, ainsi que des conceptions différentes quant à qui appartient à la première ou à la seconde catégorie. Ces trois sections peuvent être discutées, mais elles doivent être clairement délimitées. C'est fondamental pour comprendre la lutte des classes au niveau du terrain, laquelle est une lutte pour le pouvoir. Les réactionnaires purs et durs doivent être réprimés, alors que les autres doivent être patiemment politisés. Il y a bien sûr des problèmes d'analyse de classe et ainsi une gestion incorrecte des contradictions parmi la population en raison de l'inexpérience de certains cadres. Bien que cela soit une exception plutôt que la règle, l'État s'est servi de ces imperfections en les amplifiant. De nombreux intellectuels refusant de voir la réalité sont devenus les proies de ces complots de l'État, rejoignant souvent le chœur contre la violence réactionnaire. Toujours dans la même veine, Sumanta Banerjee ajoute : "Entre les deux (c'est-à-dire entre l'État et les révolutionnaires communistes), on attend des révolutionnaires communistes qui affirment chercher le bien-être des pauvres et des opprimés qu'ils soient plus humains dans leur choix de tactique et sincèrement démocratiques pour obtenir l'assentiment populaire - tout particulièrement lorsque ces tactiques affectent les larges masses de citoyens non impliqués. Dans leur volonté de riposte, ils s'abaissent au niveau de la police ou des forces de sécurité et se livrent à des attaques à tort et à travers contre des cibles faciles..." Aujourd'hui, la véritable humanité

implique un soutien inconditionnel aux opprimés. Mais il n'y a pas d'humanité universelle.

Dans une société de classes, dans laquelle les classes dirigeantes écrasent violemment les opprimés à chaque pas, la véritable humanité implique une haine féroce à l'égard des oppresseurs. Il ne peut pas y avoir d'amour sans haine ; il n'y a pas d'amour universel. Les maoïstes peuvent se tromper lors de certaines de leurs actions desquelles nous tirerons certaines leçons, mais "être plus humain" ne peut pas être associé à la question du comportement civil vis-à-vis de l'ennemi et de leurs agents dans nos tactiques. Ceci étant dit, assez légitimement, nous ne devrions jamais attaquer de cibles faciles, mais les cibles doivent être jaugées à l'intérieur du cadre des objectifs politico-militaires du mouvement - tant immédiats qu'à long terme. Pour Sumanta Banerjee, une école abritant des paramilitaires ou des tours de communication sont des cibles faciles, mais pour les maoïstes, ces cibles font partie de leurs objectifs à long terme pour contrer les forces ennemies. L'assimilation de la violence maoïste avec celle des intégristes islamiques de Sumanta Banerjee est injuste, vu que les maoïstes n'ont nulle part délibérément attaqué des civils.

Les prétendus civils de la Salwa Judum sont essentiellement les Special Police Officer et les éléments "lumpen" mobilisés par l'État comme effectif d'auto-défense pour tuer, brûler, piller et détruire la vie tribale dans le but de contrer les maoïstes. Bien que les pertes inutiles devraient être évitées, comme dans le cas des deux enfants du campement d'Errabore, aucune guerre populaire ne peut être assez aseptisée que pour empêcher toute perte civile. La question est de savoir si le maximum a été fait pour ne pas toucher des civils. La police et les paramilitaires utilisent cette position de principe des maoïstes dans leur tactique pour les contrer. Par exemple, ils voyagent dans des bus publics avec des civils et se servent de gens comme boucliers humains lorsqu'ils pénètrent dans les zones de bastions maoïstes. Ils savent bien que si des vies humaines sont en jeu, les maoïstes n'attaqueront pas. Ils emploient également des policiers et des gardes non armés pour recueillir des informations sur les maoïstes dans les villages situés dans les bastions naxalites, et utilisent même des femmes comme informateurs dans la mesure où les maoïstes ne ciblent pas facilement de telles personnes. Trois mille gardes ont récemment été recrutés en Andhra Pradesh avec 1500 Special Officers, comme l'a admis le chef du gouvernement lors de la réunion des chefs de gouvernements sur le terrorisme et l'extrémisme de gauche le 5 septembre cette année. Le ministre de l'Intérieur et le directeur générale de la police de l'Andhra Pradesh ont reconnu qu'ils n'avaient délibérément pas donné d'armes dans environ 500 commissariats de l'état vu qu'ils étaient sûrs que les maoïstes n'attaqueraient pas de policiers non armés.

Donc, pour résumer, la violence est endémique à ce système brutal. On ne peut pas comprendre la nécessité de la violence révolutionnaire à moins de comprendre la nature fasciste de l'État, la cruauté des forces de l'État, les tortures et les combats factices, les interdictions de réunions pacifiques et les violations de l'État contre les droits démocratiques de la population. La nature fasciste de l'État se dévoile lorsqu'il fait face aux puissants mouvements populaires, comme nous le voyons dans toutes les zones d'activité du mouvement maoïste. En fait, la violence est uniquement destinée à mettre un terme à toute la violence de ce système pourri pour amener la paix à notre pays et sa population. Il n'y a pas d'autre recours dans un tel système cruel et impitoyable. Nous demandons sincèrement aux auteurs d'avoir l'amabilité de suggérer une façon de mettre un terme à la violence des oppresseurs et de l'État au nom duquel ils agissent. Comment les masses opprimées peuvent-elles obtenir justice ?

Finalement, nous souhaitons affirmer à ce titre qu'au cours du mouvement révolutionnaire, nous faisons des erreurs ; mais partout où cela a été le cas, nous n'avons pas cherché à le cacher et avons publié des excuses publiques. Alors que nous essayerons toujours d'apprendre de nos défauts, il faut également se rendre compte qu'aucune guerre de classes ne peut être menée avec une précision chirurgicale. Elle est très sinueuse et douloureuse ; tout comme la vie quotidienne de la majeure partie de notre population qui n'est pas moins insoutenable.

Nous allons maintenant aborder d'autres arguments majeurs et laisserons le reste pour une discussion future.

Comparaisons avec les maoïstes népalais

Il y a une tendance à comparer les mouvements maoïstes du Népal et de l'Inde, marquant la tactique actuelle des maoïstes indiens comme une soi-disant alternative pacifique aux méthodes violentes des maoïstes indiens. Il ne faut pas oublier que les victoires actuelles du mouvement antimonarchique sont essentiellement le résultat du succès des combats politico-militaires de la People's Liberation Army et de sa capacité à repousser les attaques de l'armée du roi. Leurs victoires sont bâties sur l'épine dorsale d'une PLA forte de 30.000 hommes et d'une milice de 100.000 hommes, ainsi que de la perte de 12.000 vies. Ce fait est souligné dans un interview récent publié par le magazine hindi Philal dans lequel le camarade Prachanda, président du CPN(Maoist) affirme : "Lorsque nous parlons avec les dirigeants de ces partis politiques, nous disons que si nous n'avions pas été armés, il n'y aurait pas eu d'accord en 12 points. Si nous n'avions pas été armés, Deuba n'aurait jamais été en mesure de sortir de prison. Si nous n'avions pas été armés, un grand nombre d'entre vous auraient été tués en raison de la monarchie féodale, qui a assassiné ceux avec qui elle avait des liens de sang à l'intérieur du palais... Nous leur avons également dit que seules nos armes avaient rendu possible la renaissance de leur parlement, qu'ils n'en avaient pas le crédit ; le crédit revient à la PLA...". En outre, le changement de tactique dépend de la situation des pays respectifs et de la puissance des forces qui s'affrontent. Sitaram Yechury a tout particulièrement cherché à opposer les maoïstes népalais et les maoïstes indiens. Alors que le CPI(M) réprime brutalement les maoïstes au Bengale occidental, il est hypocrite de faire les louanges des maoïstes népalais. Plutôt que d'opposer les révolutions, il serait bien plus constructif de prendre les expériences positives d'autres révolutions et de voir la meilleure manière avec laquelle celles-ci pourraient être appliquées concrètement à la révolution indienne pour la faire avancer. Ceci nous amène à débattre de la voie révolutionnaire.

Sur la voie révolutionnaire

Parmi les auteurs, c'est Tilak D Gupta qui questionne le plus franchement la voie même de la révolution. Il dit : "... les arguments en faveur d'une révision de la ligne politico-idéologique, des tactiques et de la stratégie du CPI(Maoist) sont assez puissants par eux-mêmes en raison du changement de la situation internationale et surtout du recul mondial majeur du socialisme". Plus en amont dans l'article, il émet également des doutes quant au changement du maoïsme. Il questionne certains des fondamentaux mêmes du CPI(Maoist). Sagar aussi, après avoir soulevé des questions sur un grand nombre de points tactiques - idéalisant les élections, opposant l'action de masse et la lutte armée, s'opposant à la démocratisation de la culture tribale, niant ses succès et ne se concentrant que sur son supposé manque de présence partout (comme si partout dans le monde, les marxistes faisaient des progrès de grande envergure) - il va jusqu'à rassembler toute la "gauche", incluant les CPI et CPI(M) parlementaires avec le CPI(Maoist) dans une seule catégorie en appelant à une "véritable confédération des diverses organisations de gauche". Il en arrive à assimiler les membres du parlement avec ceux qui dirigent la lutte armée en disant : "Dans le large contexte de la politique indienne, il semble que la gauche dans toute sa diversité fait en fait partie d'un 'parivar' dont un des éléments ne fait que du travail parlementaire et l'autre se concentre sur les luttes armées tandis qu'au milieu, on retrouve de nombreuses combinaisons de ces deux extrêmes". Mohanty, alors même qu'il se trompe sur les faits (affirmant que tous les groupes ML sont de même puissance, ce que même les ennemis du mouvement ne disent pas), assimile le CPI(Maoist) aux groupes révisionnistes Liberation et Kanu Sanyal. Certains des auteurs mettent en lumière certaines lacunes au sein du mouvement pour remettre en cause la trajectoire entière, d'autres la nie au nom d'une "situation qui a changé", et d'autres encore la nie en obscurcissant les lignes de démarcation entre le marxisme et le révisionnisme.

Prenons certains de ces arguments. Comme Tilak le dit, il est vrai qu'il y a eu des changements dans la situation internationale, bien que l'essence fondamentale de l'impérialisme n'ait pas changé. Mais les changements, liés à la crise économique, et la férocité grandissante de l'impérialisme, tout particulièrement de l'impérialisme américain, justifieraient une résistance armée plus importante et profonde que celle que nous avons aujourd'hui. Voyez ce qui s'est passé en Irak ; ou l'arrogance affichée par Israël au Liban et en Palestine ; ou les massacres de communistes et même de l'opposition libérale en Amérique Latine ; le massacre de centaines de dirigeants de masse aux Philippines, etc. Le si souvent mentionné "espace" pour les révolutionnaires et les démocrates rétrécit, non pas à cause des activités armées des maoïstes, mais en raison du caractère fasciste grandissant qu'acquiert l'impérialisme et ses agents à travers le monde. C'est évident en Inde où les gouvernements au centre et dans les états

augmentent le volume de leur pouvoir armé à une échelle sans précédent. Ils se rendent compte qu'avec la mise en place agressive des politiques LPG, il faudra gérer les révoltes des masses. La direction dans laquelle Tilak pose la question de la révision de la ligne politico-idéologique, de la stratégie et des tactiques du CPI(Maoist) n'est donc pas claire. Une analyse bien plus profonde est nécessaire avant de faire de telles déclarations importantes.

Si le mouvement est faible aujourd'hui dans de nombreuses parties du pays, la nécessité est de l'y renforcer et non de changer la voie en une vague "véritable confédération des diverses organisations de gauche". Ce qu'il faut, ce n'est pas un tel conglomérat informe, mais un vrai United Front (UF) des quatre classes : travailleurs, paysans, classes moyennes et bourgeoisie nationale. Un UF efficace est la seule façon de rassembler toutes les forces anti-impérialistes et anti-féodales, contrairement à une confédération des diverses organisations de gauche qui brouille la distinction fondamentale entre les différentes forces de classes. L'histoire de toutes les révolutions, particulièrement celles de Russie et de Chine, a clairement montré que la victoire n'était possible qu'en menant un combat politique et idéologique intransigeant contre toutes les formes de révisionnisme. Là où a été adoptée la voie du compromis, l'objectif socialiste fut perdu et ce même lorsque des victoires militaires furent obtenues comme au Vietnam, à Cuba, en Corée du Nord, etc.

Les questions tribales et de castes

Il y a une tendance à se concentrer sur les politiques identitaires comme dans l'article de K. Balagopal et à idéaliser les sociétés tribales arriérées comme dans les articles de Sagar et Nandini Sunder. Ces deux approches sont liées à une perspective postmoderniste activement promue par les ONG.

K Balagopal parle non seulement de politique identitaire, mais il croit également que ceux qui souffrent le plus de la lutte révolutionnaire sont les opprimés eux-mêmes - ce qu'il appelle l' "extermination des dirigeants organiques". Il est vrai que notre mouvement a créé des centaines d'intellectuels parmi les plus opprimés ; pourtant, Balagopal nie le processus révolutionnaire lorsqu'il termine son article en disant que "les pertes journalières de telles personnes est un sacrifice qu'on ne peut pas demander aux opprimés de tolérer indéfiniment". Il s'agit d'une fin ambiguë et elle pourrait avoir de nombreuses implications - elle semble insinuer que les opprimés devraient abandonner ce qui lui semble être une voie vaine. S'il y a des pertes excessives, il faut en trouver les causes et effectuer les rectifications, mais attendre une révolution sans sacrifice est illusoire. Pour ce qui concerne la "politique identitaire", elle divise les masses ; ce qu'il faut, c'est une approche de classe qui uni les masses, y compris les opprimés. Une approche de classe de la question des castes exige la fin de l'oppression des castes supérieures, de l'idéologie brahmanique et l'abolition du système néfaste des castes, y compris l' "intouchabilité". Mais la "politique identitaire" ne fait que mettre l'accent sur les castes et ossifie davantage les divisions de castes.

Pour ce qui concerne la préservation de la culture tribale style ONG, il serait bien que Sagar et Nandini Sunder parlent aux femmes du Bastar qui leur raconteront ce que cette culture leur a aussi donné - mariages forcés, sorcellerie, superstition, travail forcé, etc. Bien qu'elle ne soit pas aussi néfaste que le système patriarcal hindu, la culture tribale est loin d'être idyllique. Les maoïstes ont vraiment cherché à apprendre des masses adivasis et ont pris tout ce qu'il y a de positif dans la culture tribale, tandis qu'ils se sont débarrassés du rebut. Donc nous avons non seulement cherché à préserver le Gondi, le Santhali et les autres langues, mais nous les avons aussi développées ; nous avons préservé et adopté le folklore des populations tribales et leurs formes de danse en les imprégnant de contenu social. Nous avons encouragé et davantage mis en valeur les éléments de la vie communautaire et collective qui faisaient naturellement partie de leur culture. Nous préservons les forêts et adoptons des campagnes de reforestation. De surcroît, nous avons amené l'enseignement et des connaissances modernes aux populations tribales, dont on ne peut pas permettre qu'elles continuent à être le domaine exclusif de l'élite intellectuelle établie.

Conclusion

L'Inde est une vaste société extrêmement complexe ayant un développement inégal et varié. Elle est dotée des caractéristiques universelles de toute société semi-coloniale semi-féodale sous l'emprise du capital financier ; elle a également de nombreuses spécificités, ce qui nécessite une étude et une analyse

profonde. La révolution ici n'est pas une tâche facile. Tout en se concentrant sur la révolution agraire armée, il faut en outre gérer et résoudre les affections nombreuses et variées qui accablent notre système sociopolitique. La révolution de nouvelle démocratie implique une démocratisation totale de tout le système et de tous les aspects de la vie - politique, économique, social, culturel, éducatif, récréatif, etc. Il faut améliorer les standards de vie, non seulement matériellement, mais également dans la sphère des perspectives et des valeurs. Un nouvel être social doit émerger au cours du processus révolutionnaire. En tant que communistes, nous sommes toujours prêts à rectifier nos erreurs et à écouter les autres, étant donné que nous avons les intérêts du peuple à cœur. Mais les critiques seraient utiles si elles étaient concrètes ; celles avec lesquelles nous sommes d'accord, nous les accepterons de bonne grâce et tenteront d'améliorer notre pratique ; là où nous sommes en désaccord, nous pouvons librement et ouvertement débattre de la question.

À propos de l' "accord de paix global" au Népal

Publié dans *Economic & Political Weekly* - 16 décembre 2006

Le 5 novembre, le Communist Party of Nepal (Maoist) [CPN(M)] a accepté un accord avec le gouvernement du Népal. Celui-ci stipulait que la People's Liberation Army (PLA) déposerait les armes dans sept cantonnements désignés tandis que les forces armées du gouvernement déposeraient aussi un nombre équivalent d'armes. Ces dernières seraient placées sous le contrôle d'une équipe de surveillance des Nations Unies alors que les clés des coffres des armes de la PLGA seraient confiées au parti maoïste. Les deux camps se sont également mis d'accord pour dissoudre le parlement actuel et former un nouveau parlement par intérim où les maoïstes auraient des sièges afin de former un gouvernement par intérim dans lequel les maoïstes auraient des portefeuilles pour élire une assemblée constituante avant l'été prochain. Celle-ci devrait décider du sort de la monarchie et de l'avenir du Népal. L'accord a obtenu le sceau officiel final lorsque le premier ministre, G P Koirala, et le président du CPN(M), le camarade Prachanda, ont signé l'accord et l'ont déclaré publiquement. Le Central Committee (CC) du Communist Party of India (Maoist) [CPI(Maoist)] fut perturbé par cet accord conclu par le parti maoïste frère du Népal avec le gouvernement d'alliance de sept partis (SPA) dirigé par Koirala, protégé de l'Inde. Cette acceptation de déposer les armes de la part de l'armée populaire dans les cantonnements désignés est empli de dangereuses conséquences. Cette action entraînerait le désarmement des masses opprimées du Népal et l'annulation des gains obtenus, au prix d'immenses sacrifices, par la population népalaise au cours d'une guerre populaire longue de dix années. La clause dans l'accord indiquant que les deux camps déposeraient une égale quantité d'armes jouera manifestement en faveur du gouvernement de Koirala étant donné que ce dernier aura l'option d'utiliser l'énorme stock d'armes restant à la disposition de l'armée pour renforcer l'armée réactionnaire du gouvernement. La décision prise par le CPN(Maoist) sur la gestion des armes, même s'il pense que c'est une étape tactique pour atteindre son objectif immédiat de mise en place d'une assemblée constituante, est nuisible aux intérêts de la révolution. Les expériences révolutionnaires à travers le monde ont démontré encore et encore que sans armée populaire, il est impossible pour le peuple d'exercer leur pouvoir. Rien n'est plus affreux pour l'impérialisme et les réactionnaires que des masses armées. Dès lors, ils s'inscrivent avec joie dans n'importe quel accord pour les désarmer. En fait, désarmer les masses est un refrain indéfectible de toutes les classes dirigeantes réactionnaires depuis l'émergence de la société divisée en classes. Les masses désarmées constituent une proie facile pour les classes réactionnaires et les impérialistes qui commettent même des massacres, comme nous le démontre l'histoire. Le CC du CPI(Maoist), en tant que détachement du prolétariat mondial, averti le CPN(Maoist) et le peuple du Népal du sérieux danger intrinsèque à cet accord de déposer les armes et leur demande de reconsidérer leur tactique à la lumière des amères expériences historiques. L'accord donné par les maoïstes pour prendre part au gouvernement par intérim du Népal ne peut pas transformer la nature réactionnaire de l'appareil étatique au service des classes dirigeantes exploiteuses et des impérialistes. L'État peut être un instrument aux mains des classes exploiteuses ou du prolétariat, mais il ne peut pas servir les intérêts de ces deux classes extrêmement divergentes. Un des principes essentiels du marxisme affirme qu'aucun changement fondamental ne peut être amené dans le système social sans fracasser l'appareil étatique. Les réformes venant d'en haut ne peuvent amener aucun

changement qualitatif dans le système social reposant sur l'exploitation, aussi démocratique que puisse paraître la nouvelle constitution, même si les maoïstes deviennent un élément important du gouvernement. C'est une pure illusion que de penser qu'on pourrait construire un nouveau Népal sans écraser l'État existant. Cet accord crée une autre illusion quant au rôle soi-disant impartial ou neutre des Nations Unies. Les Nations Unies sont en réalité un instrument aux mains des impérialistes, tout particulièrement des impérialistes américains, pour dominer, persécuter et interférer dans les affaires des pays du tiers-monde au bénéfice des impérialistes. Les impérialistes s'en servent comme prétexte pour légitimer leurs actes éhontés par lesquels ils oppriment et répriment les peuples du tiers-monde. L'Afghanistan et l'Irak sont les exemples les plus récents du rôle direct des Nations Unies dans la légitimation de l'agression et l'occupation impérialiste de ces pays. Les révolutionnaires ont le devoir de mettre au jour, de s'opposer et de combattre ce rôle impérialiste des Nations Unies. Leur donner un rôle dans la gestion des armes, la supervision des élections et le processus de paix népalais représenterait simplement une invitation à l'interférence impérialiste, et en particulier à celle de l'impérialisme américain. Un autre facteur inquiétant est l'illusion entretenue par les maoïstes au Népal concernant le rôle des expansionnistes indiens. Les classes dirigeantes indiennes sont la plus grande menace pour les peuples de tout le sous-continent et il est du devoir des populations des divers pays d'Asie du Sud de combattre ensemble l'expansionnisme indien. L'État indien, avec le soutien de l'impérialisme américain, interfère continuellement dans les affaires internes du Népal ; il a soutenu la monarchie tout en encourageant ses larbins parmi les forces parlementaires au nom de la théorie des deux piliers ; il a entraîné et étendu toutes les formes d'aide à la Royal Nepal Army dans son offensive contre les maoïstes ; il a conclu des accords secrets avec le Nepali Congress dirigé par Koirala et avec d'autres partis réactionnaires ; et il est déterminé à désarmer la PLA et les masses du Népal et à isoler les maoïstes. Son objectif est de s'emparer des richesses naturelles du Népal, tout particulièrement de son énorme potentiel et d'en faire un havre de paix pour les impérialistes et les capitalistes compradores indiens. L'éloge répétée du camarade Prachanda du rôle que l'Inde peut jouer pour favoriser un accord entre les maoïstes et le SPA au Népal crée parmi les masses des illusions sur l'Inde au lieu de les préparer à combattre les expansionnistes indiens motivés à s'accrocher avec le Népal à l'avenir. La déclaration du CPN(Maoist) selon laquelle leur « tactique » actuelle au Népal pourrait être un exemple pour les autres partis maoïstes d'Asie du Sud est encore plus surprenante. Le camarade Prachanda avait également appelé les autres partis maoïstes à réexaminer leurs stratégies révolutionnaires et à exercer une démocratie multipartis au nom de la démocratie du 21ème siècle. Notre CC a très clairement affirmé au CPN(M) et à la population dans son ensemble qu'il ne peut y avoir de démocratie authentique dans un pays sans la prise du pouvoir d'État par le prolétariat et qu'une prétendue démocratie multipartis ne peut amener aucun changement fondamental dans les vies des gens. Il appelle les partis maoïstes et les peuples d'Asie du Sud à s'obstiner dans la voie de la guerre populaire prolongée telle que démontrée par le camarade Mao. Nous appelons une fois encore au CPN(Maoist) à repenser ses tactiques actuelles, qui changent réellement la direction stratégique même de la révolution au Népal et de se retirer de son accord avec le gouvernement du Népal l'engageant à déposer les armes de la PLA car cela rendrait la population sans défense face aux attaques des réactionnaires.

Interview sur les évolutions au Népal

Interview publié dans le *CPI(Maoist) Information Bulletin #2* - 10 mai 2008 (source : www.bannedthought.net)

Les élections du 10 avril pour l'assemblée constituante au Népal ont donné des résultats majoritairement en faveur des maoïstes, un fait que même les observateurs les plus assidus n'avaient pas anticipé. Comment votre parti en Inde, le CPI(Maoist), considère-t-il les résultats des élections au Népal ?

Azad : Comme mentionné dans mon communiqué de presse au nom du comité central de mon parti la semaine dernière, les résultats des élections au Népal ont prouvé l'importante colère des masses à l'égard de l'obsolète autorité monarchique féodale au Népal, de la domination et de l'agression expansionniste indienne contre le Népal, de la domination et de l'oppression américaine, des partis compradores féodaux

qui ont laissé ceci se poursuivre en les trahissant pendant trop longtemps. Les résultats sont le reflet des aspirations croissantes des masses népalaises pour la démocratie, pour des terres et des moyens de subsistance ainsi que pour une réelle libération de l'exploitation féodale et impérialiste. Ce sont ces aspirations de l'écrasante majorité des masses qui ont totalement écrasé les partis supportant le roi et/ou les classes dirigeantes indiennes ou hésitant à se prononcer vigoureusement contre l'oppression impérialiste ou féodale et l'intervention indienne au Népal. Les royalistes n'ont même pas remporté une seule circonscription des 240 circonscriptions où se tenaient des élections directes. Et les dirigeants du prétendu courant dominant tels que Madhav Nepali ou Sujata Koirala furent purement et simplement rejetés, un choc énorme pour les classes dirigeantes.

Dès lors, lorsque l'alternative du CPN(M) est apparue, avec son engagement ouvert pour l'abolition de la monarchie féodale une bonne fois pour toute, l'abrogation de tous les traités inégaux signés avec l'Inde par les anciennes classes dirigeantes du Népal et l'assurance d'une démocratie et d'une égalité pour les sections opprimées de la société telles que les Dalits, les Adivasis, les minorités nationales et les femmes, les masses se sont tournées avec enthousiasme vers les maoïstes. Pour le dire en un mot, le peuple du Népal s'est résolument prononcé contre la monarchie constitutionnelle, l'expansionnisme indien et l'impérialisme ; les résultats reflètent les aspirations croissantes des masses népalaises pour la terre, des moyens de subsistance et la démocratie.

Notre parti considère les résultats des élections au Népal comme un fait positif ayant une énorme importance pour les populations de toute l'Asie du Sud. Nous envoyons nos salutations révolutionnaires au peuple du Népal qui a purement et simplement rejeté l'autorité monarchique et les partis compradores féodaux lors des élections du 10 avril à l'assemblée constituante. Ces résultats indiquent les véritables aspirations du peuple népalais et doivent faire office de guide pour le CPN(M) pour son action future.

Selon vous, quelles sont les raisons de ces impressionnants résultats en faveur des maoïstes aux élections de l'assemblée constituante au Népal ?

Azad : Il y a six raisons majeures :

Un, les masses du Népal en avaient marre de l'autorité tyrannique et autoritaire du roi Gyanendra. La monarchie constitutionnelle est effectivement un anachronisme au 20ème siècle, et d'autant plus au 21ème siècle.

En fait, le peuple du Népal a supporté cette autorité féodale réactionnaire pourrie pendant trop longtemps. Et lorsqu'il a trouvé l'opportunité de la rejeter, il l'a saisie. Jamais, lors d'élections précédente, une telle opportunité ne s'était étant donné que les partis parlementaires étaient soit loyaux au roi ou affichaient une opposition nominale au roi. Seul le CPN(Maoist) a démontré un engagement ferme en faveur de l'abolition définitive de la monarchie et est monté au front pour présenter une alternative aux partis bourgeois-féodaux.

Deux, les masses du Népal en avaient assez de la brutalité, de l'intervention et de la domination de l'expansionnisme indien. Il règne une atmosphère de méfiance à l'égard des motivations des classes dirigeantes indiennes au Népal. La population du Népal a subi durant trop longtemps les odieux traités inégaux signés par les dirigeants successifs du Népal avec le gouvernement indien tels que le Indo-Nepal Treaty of Peace and Friendship de 1950, le Mahakali Treaty, etc. Les dirigeants indiens ont toujours un œil sur les richesses naturelles du Népal, ses riches réserves de gaz naturel, son potentiel hydro-électrique, ses produits forestiers, etc. Avec l'exploitation, l'oppression et le pillage impérialiste, la bourgeoisie bureaucrate compradore indienne est également perçue comme un obstacle pour le développement de l'industrie et du commerce local. En plus de ceci, les classes dirigeantes indiennes interfèrent continuellement dans les affaires politiques du Népal. Elles ont toujours soutenu la monarchie et ces dernières années, elles ont eu recours à la prétendue théorie des deux piliers, soutenant le roi ainsi que le Nepali Congress. Elles ont formé et ont fourni des armes à la Royal Nepal Army et ont envoyé toutes sortes d'aides pour réprimer les révolutionnaires maoïstes au Népal. Toutes ces actions méprisables n'ont fait qu'alimenter la colère des masses contre le gouvernement indien. Dès lors, lorsque l'opportunité s'est présentée sous la forme du CPN(M), elles ont naturellement voté pour lui, ce qui peut être vu comme un vote contre la domination indienne. Aucun des autres partis n'a montré le courage de s'opposer à l'Inde. Seul le CPN(M) a garanti au peuple d'éliminer tous les traités inégaux avec l'Inde, d'interdire les films hindi obscènes, d'arrêter le recrutement de Gurkhas dans l'armée indienne en leur offrant un emploi alternatif, etc.

Trois, les masses du Népal en avaient marre de l'exploitation, de l'oppression et de l'intervention des impérialistes américains. Tout au long du règne du roi Gyanendra et même jusqu'à aujourd'hui après l'humiliante défaite des partis loyalistes aux élections, les impérialistes américains l'ont soutenu, lui offrant toute l'aide pour perpétuer son règne et réprimer brutalement les maoïstes. Ils ont placé le CPN(M) sur sa liste des groupes terroristes. Il s'agit d'une grave insulte au peuple du Népal qui voit ceci comme une ingérence injustifiée dans les affaires du Népal. En soutenant le roi discrédité, les impérialistes américains se sont encore discrédités davantage et se sont fait détester par ceux-là même qui n'ont aucune conscience anti-impérialiste ni opposition à l'impérialisme qu'ils perçoivent comme un protecteur de la monarchie féodale.

Quatre, les promesses du CPN(M) d'établir un Népal démocratique, fédéral et laïc proposant la liberté, la démocratie et l'égalité à toutes les sections opprimées de la société telles que les Dalits, les Adivasis, les minorités nationales et les femmes ont eu un impact électrisant. Pour la première fois, ces sections opprimées ont reçu une représentation considérable aux élections. Dans ces conditions, les masses opprimées ont soutenu les maoïstes avec enthousiasme. Le taux de participation des femmes, dit-on, fut équivalent voire même plus important que celui des hommes - une chose inimaginable dans un pays féodal tel que le Népal.

Cinq, le facteur le plus important est l'impact positif créé par la guerre populaire longue de dix ans menée par les maoïstes sur l'équilibre global des forces au Népal. Les maoïstes ont établi leur contrôle sur près de trois quart du Népal rural. Par l'intermédiaire des gouvernements populaires révolutionnaires dans les campagnes, ils ont mis à exécution plusieurs réformes qui les ont rapprochés des masses. La plupart des partis ont perdu leur pertinence aux yeux de la population. L'impact de la lutte armée ne doit pas être sous-estimé.

Par exemple, même en Inde si nous voyons, le Communist Party uni a remporté une écrasante majorité de sièges (31 sièges sur 32) aux élections pour l'assemblée de l'état dans la région du Telengana en 1957. Ceci en dépit du fait que le CPI ait abandonné la lutte armée au Telengana vu l'impact important qu'avait la lutte agraire armée antiféodale sur la population du Telengana.

Enfin, bien que ce soit un facteur moins important, il faut mentionner le soutien des capitalistes locaux et d'une partie des commerçants qui, malgré qu'ils s'opposent en règle générale aux maoïstes, pensent que leur arrivée au pouvoir est la seule garantie de la paix au Népal. Ils craignent que les maoïstes ne reprennent les armes s'ils perdaient les élections.

Maintenant qu'ils sont au pouvoir, les maoïstes seront-ils capables de tenir leurs promesses ?

Azad : C'est la réponse la plus difficile à donner. Le problème immédiat des maoïstes est de garantir une coalition de forces pour atteindre l'objectif d'une majorité des deux-tiers dans l'assemblée constituante afin d'intégrer leurs réformes radicales dans la nouvelle constitution. Mais pour obtenir cette majorité des deux-tiers, ils doivent se reposer sur les partis réactionnaires compradores féodaux tels que le NC et le social-démocrate UML. Il est inutile de dire qu'il est impossible de mener à bien les réformes promises avec une combinaison si confuse de forces. Ces partis dans la coalition ne seront pas prêts à faire partie du programme des maoïstes et voudront en outre essayer de miner tout changement radical visant à limiter leurs propres intérêts de classe.

Un des principes fondamentaux du marxisme est qu'aucune restructuration du système n'est possible sans une mobilisation militante des vastes masses dans une lutte acharnée de classes. Il est impossible de faire de véritables changements dans le système avec des mesures initiées "d'en haut", c'est-à-dire par l'intermédiaire de décrets et lois étatiques. Quel que soit le parti au pouvoir, sans exclure les maoïstes les plus radicaux, il peut au mieux voter des lois, mais pour les exécuter, il est impératif de mobiliser les masses et de faire avancer la lutte des classes contre les exploiters et les oppresseurs. Sans ceci, la libération de la grande majorité des pauvres est une tâche impossible. Pour le CPN(M), le seul fait de promulguer les lois promises sera une tâche pratiquement impossible étant donné l'actuelle coalition dans l'assemblée constituante. Aucune classe au pouvoir n'abandonnera le pouvoir sans mener une lutte acharnée et mener des activités contre-révolutionnaires contre la classe opprimée. Par conséquent, la véritable lutte acharnée et cruelle pour le pouvoir se révélera maintenant, peu après les élections. Les réactionnaires s'opposeront bec et ongles à chaque changement. Et sans majorité dans l'assemblée constituante, les maoïstes seront dans l'impossibilité d'amener des changements radicaux dans la constitution. Ils devront soit faire des compromis et s'adapter à une section des forces réactionnaires,

sacrifiant ainsi les intérêts de classe des opprimés dans l'intérêt desquels ils se sont emparés du pouvoir, soit ils doivent mobiliser la population et intensifier la lutte par tous les moyens, y compris l'insurrection armée afin de mettre en œuvre une véritable démocratie et instaurer le pouvoir du peuple.

Il n'y a pas d'autre alternative. Nous ne devons pas oublier les expériences de l'Indochine, du Chili, du Nicaragua et d'autres pays où les partis communistes avaient pris le pouvoir mais furent soit renversés par des coups contre-révolutionnaires accompagnés de massacres contre-révolutionnaires de cadres communistes ou lancèrent le parti dans de prétendues élections comme dans le cas du Nicaragua.

L'expérience du Nicaragua est très pertinente dans le contexte d'une soi-disant démocratie multipartis.

Comment envisagez-vous le scénario à venir au Népal ? L'Inde et l'impérialisme américain s'adapteront-ils à la nouvelle réalité du Népal pour soutenir le gouvernement maoïste, ou dresseront-ils des obstacles ?

Azad : C'est se faire des illusions que de penser que l'Amérique impérialiste et l'Inde expansionniste seront à l'aise avec les maoïstes au pouvoir au Népal ou qu'ils s'adapteront à la nouvelle réalité. Bien qu'ils n'aient d'autre choix que de poursuivre les relations diplomatiques, ils continueront également à créer une situation défavorable pour le nouveau gouvernement si celui-ci n'obéit pas à leurs ordres. Le fait est que les États-Unis ont apporté toute leur aide à leurs sbires au Népal pour vaincre les maoïstes. Ils ont fait tout leur possible pour maintenir la monarchie en vie vu que le roi était le pilier le plus fiable pour leur gestion par procuration au Népal. Quant à l'Inde, elle a pris une claque lors de la défaite ignominieuse qu'a connue son principal faire-valoir - GP Koirala et son NC. La plupart des partisans du NC furent écrasés et balayés dans le débordement de colère populaire au moment où leurs accords perfides avec l'Inde furent révélés à la population népalaise.

Toutefois, l'Inde a gagné sur un autre front. Dans la région du Tarai, elle a soutenu les deux partis madhesi qui ont remporté un nombre considérable de sièges grâce à ce soutien. L'Inde utilisera l'atout madhesi pour créer des troubles au Népal si le nouveau régime ne se conforme pas à sa ligne. Le Madhesi Janadhikar Forum (MJF) dirigé par Upendra Yadav a déjà demandé aux maoïstes de dire clairement leur position sur la revendication d'autonomie des Madhesi (*Ek Madhes Ek Prades*) et de cesser leurs relations avec des forums internationaux tels que le RIM et le CCOMPOSA.

Les États-Unis comme l'Inde tenteront par divers moyens d'amener le nouveau gouvernement à se conformer à leur position. Ils peuvent, par exemple, frapper le cœur du Népal - son économie - en paralysant la production industrielle, en bloquant le commerce et les lignes d'approvisionnement et provoquer ainsi un manque de nourriture et des pénuries de biens de consommation ; en d'autres termes, ils peuvent pressurer le Népal grâce à un blocus économique. Ils le feront s'ils pensent que le nouveau régime va trop loin. Telle qu'elle est, la situation au Népal est déjà trop sensible, avec près de dix heures de délestage même dans la capitale Katmandou et une pénurie de tous les produits de première nécessité. Ses puissants voisins peuvent modifier l'équilibre par l'intermédiaire d'un chantage économique pouvant conduire à une augmentation des troubles sociaux et à d'importantes manifestations contre les maoïstes. Une pénurie aigue des biens essentiels et une augmentation des prix peuvent entraîner un désenchantement à l'égard du régime néophyte et une baisse de sa popularité, donnant ainsi l'opportunité aux partis discrédités de se ré-établir. Par conséquent, la situation au Népal restera extrêmement délicate et instable même si les maoïstes ont obtenu une impressionnante victoire électorale. Les camarades Prachanda et Bhattarai savent bien cela et ont donc fait appel à la coopération de l'Inde. Ils avaient dit devant les caméras qu'il ne pourrait y avoir de stabilité au Népal sans la coopération de l'Inde. Le fait que le Népal soit un petit pays coincé entre deux grands voisins puissants - l'Inde et la Chine - et qu'il soit une cible pour les impérialistes américains place la gouvernance dans une position assez difficile. Nous ne devons donc tirer trop de conclusions de la victoire électorale des maoïstes au Népal.

Vous voulez donc dire que la victoire électorale des maoïstes et leur prise du pouvoir par la voie parlementaire est une manœuvre futile, et que cela n'amènera pas le changement radical désiré dans le système social ?

Azad : Ce n'est pas tout à fait ce que je veux dire. Le contrôle du pouvoir, s'ils peuvent réellement le contrôler, donne aux maoïstes un moyen de défendre les gains acquis au cours des longues années de guerre révolutionnaire et d'apporter des changements radicaux dans le système social. Mais ceci ne peut pas se faire grâce au type de pouvoir entre les mains des maoïstes à ce stade. En fait, même dans les

révolutions classiques telles qu'en Chine, où les communistes révolutionnaires avaient saisi le pouvoir par une révolution armée, Mao avait prévenu du danger de la naissance d'une nouvelle classe en vertu de leurs positions dans l'appareil étatique. Après Mao, l'État a dégénéré en une machinerie d'oppression et de répression des larges masses. La leçon que nous, communistes, avons tiré de cette expérience, c'est que le parti doit se concentrer sur l'organisation et la mobilisation des masses pour qu'elles se rebellent contre tous les types d'injustice et d'exploitation perpétrées par les bureaucrates du parti et de l'État. Au Népal, où les maoïstes sont montés au pouvoir en alliance avec une section des classes dirigeantes réactionnaires, les maoïstes doivent encore plus urgemment poursuivre la lutte de classes en organisant les masses contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Dans la mesure du possible, les maoïstes doivent se servir de leur relatif contrôle de l'État pour aider les masses dans leur lutte pour la liberté, la démocratie et leurs moyens de subsistance. Mais il serait illusoire de percevoir l'État comme un instrument destiné à amener un changement fondamental dans la vie des gens. Ce changement peut être obtenu grâce à la poursuite de la lutte des classes pour laquelle l'État peut, au mieux, apporter son aide.

Sitaram Yechuri du CPI(M), entre autres, a dit que les maoïstes d'Inde doivent tirer les leçons de l'expérience du Népal et choisir la voie parlementaire pour s'emparer du pouvoir. Que dit votre parti à ce sujet ?

Azad : Pourquoi uniquement Yechuri ? Même les commissaires généraux de police du Jharkhand, de l'Andhra Pradesh et d'autres états où le mouvement maoïstes est fort ont déjà dit cela auparavant. Les leaders d'autres partis réactionnaires de la classe dirigeante rabâchent le même thème depuis que les révisionnistes ont commencé à prendre part à la politique parlementaire de notre pays. Certains, comme Thorakan, ancien chef du Research and Analysis Wing, ont dit que la victoire maoïste au Népal aurait un effet d'entraînement sur les maoïstes indiens.

Tout d'abord, ceux qui disent cela oublient que la situation du Népal est complètement différente de celle de l'Inde. Au Népal, la tâche politique immédiate des masses népalaises dans leur ensemble était une lutte contre la monarchie dont la situation avait amené une certaine unité entre les divers partis parlementaires et de larges sections de la population. Le roi lui-même, avec les conseils et l'assistance dynamique de l'impérialisme américain, avait créé une situation dans laquelle toutes les forces devaient serrer les rangs et mener une lutte pour la démocratie. Le fait qu'à peine 2% de la population népalaise soutienne la monarchie, comme le révèle le rapport 2008 Survey, montre la base de ce combat commun du peuple népalais, et le CPN(M) s'est servi de cette situation. En Inde, il s'agit d'un combat contre le système social semi-colonial semi-féodal dont le système parlementaire fait partie. Tous les partis parlementaires importants sont des représentants des classes compradores féodales, obéissent aux ordres des impérialistes, et sont donc dans le camp contre-révolutionnaire. Ici, la tâche immédiate est la lutte pour la terre, les moyens de subsistance et la libération de la grande majorité de la population.

Pour arriver à cela, même au Népal, il faut mener la lutte des classes et le parlement ne peut pas faire grand-chose pour atténuer les souffrances des masses. Maintenant, avec le retrait du roi, alors que les véritables questions auxquelles les gens font face arrivent au premier plan, il ne faudra pas longtemps pour qu'ils se rendent compte de la vérité universelle.

Yechuris, Karats et Buddhadebs ont plus de 40 ans d'expérience dans la porcherie parlementaire. Mais quels changements fondamentaux ont-ils apporté dans le système ? Leur crétinisme parlementaire n'a fait aucun bien aux masses. Les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres, même dans les états où ces révisionnistes ont été au pouvoir. Sans leur soutien, le gouvernement UPA au pouvoir dirigé par Manmohan Singh n'aurait pas osé mener les politiques antipopulaires. Ils s'étaient eux-mêmes correctement qualifiés de "chien qui aboie mais ne mord pas". Ils conviennent qu'ils sont incapables de faire quoi que ce soit d'autre que d'agir comme "ralentisseurs", comme l'a dit un de leur porte-parole, sur le chemin de l'assaut antipopulaire du gouvernement UPA de l'État central. Le fait est qu'ils ne sont pas de simple ralentisseurs. En fait, ils agissent comme des courtiers politiques qui intercèdent entre les vastes masses et les dirigeants réactionnaires, tentant d'amener l'harmonie de classes plutôt que la lutte de classes. Dans les états où ils sont directement au pouvoir, ils ne sont pas moins exploiters et oppresseurs que le Congrès et le BJP. Singur et Nandigram sont leurs laboratoires pour mener à bien leurs politiques pro-impérialistes et pro-compradores et grandes entreprises. Ils sont en ceci devenus encore plus brutaux grâce à la vaste armée de gangs socio-fascistes à leur disposition. Ces gigolos politiques font tourner une théorie après l'autre, du style "le plus grand mal vs le moins grand mal", qu'ils

n'ont aucun pouvoir pour mettre un terme aux SEZ (Special Economic Zones) à travers le pays à moins, bien sûr, qu'ils ne s'emparent du pouvoir de l'État central. Tout cela pour justifier le fait qu'ils fréquentent le Congrès à un moment, le TDP à un autre et tout ce cirque. Mais dans la foulée, ils disent de manière hypocrite que sans SEZ, sans privatisation, sans investissement étranger, etc., le Bengale occidental et le Kerala ne peuvent pas aller de l'avant en matière d'industrialisation et ainsi de suite.

Pas étonnant que les capitaux impérialistes et compradores soient très impressionnés par la performance de la gauche indienne. L'industriel Indien non-résident Lord Swaraj Paul, président du Caparo Group qui installe une unité constitutive à Singur fut très élogieux à l'égard du CPI(M) et de son dirigeant Buddhadeb lors de sa visite au Bengale occidental en tant que chef de la délégation de la branche britannique de la Commonwealth Parliamentary Association. Ces socio-fascistes sont maintenant devenus les chouchous de la Banque Mondiale, Tata, Salem, Swaraj Paul et la population indienne ne s'en tirera pas mieux avec un gouvernement CPI(M) à l'État central.

Il n'est pas étonnant qu'ils aient demandé aux maoïstes indiens de faire de même. Notre parti croit fermement qu'on ne peut pas atteindre de changement fondamental dans le système par l'intermédiaire de la voie parlementaire mais uniquement par la lutte des classes. Dans notre pays, celle-ci prend la forme d'une lutte révolutionnaire agraire armée. Nous ne rejetons bien sûr pas les autres formes de luttes et d'organisations, en plus de la lutte armée et de l'organisation armée, et vous vous en êtes rendu compte si vous êtes un observateur assidu de notre mouvement. Ceci n'a aucun effet sur notre monsieur Yechuri qui ne rêve que de sièges au parlement, comme n'importe quel autre parti de la classe dirigeante. De notre côté, nous invitons tous ceux qui s'opposent à l'impérialisme, au féodalisme, au capitalisme bureaucrate compradore et aux politiques néo-libérales des classes dirigeantes réactionnaires d'Inde, à se manifester pour mener une lutte militante unie au lieu d'investir leur temps dans un parlement antipopulaire impuissant pour faire office de lobbyistes et de ralentisseurs. Pour les chefs révisionnistes comme Yechuri, qui sont enlisés jusqu'au cou dans le borbier du parlementarisme et du lobbying bourgeois, une telle alternative révolutionnaire est naturellement un anathème.

Par le passé, Prachanda a dit qu'il serait le premier président du Népal républicain, mais il y a quelques jours, il a viré de bord et déclaré qu'il dirigerait le ministère. Pensez-vous qu'il soit correct pour un membre d'un parti communiste d'être en même temps à la tête d'un gouvernement, du parti et de l'armée ?

Azad : Nous avons aussi vu ses déclarations à cet égard. Il dit toujours qu'il veut être président si c'est acceptable pour tous, c'est-à-dire par consensus. La constitution du Népal en tant que telle ne dispose d'aucune clause permettant un président exécutif. Il faudra deux années supplémentaires pour que l'assemblée constituante adopte le nouveau projet de constitution et parvienne à une décision finale à ce sujet. Il se peut donc que le camarade Prachanda soit revenu sur sa décision précédente et ait décidé de devenir premier ministre.

Maintenant, la question n'est pas de savoir si le chef du parti devrait être président ou plutôt premier ministre. Nous avons une opinion totalement différente. Nous pensons que le chef du parti ne doit être ni l'un ni l'autre. Il/elle doit se concentrer sur le développement de la lutte des classes et ne pas se plonger dans l'administration de l'État. Si nous pensons que le rôle du parti est de poursuivre la lutte des classes jusqu'au stade ultime du communisme, alors, nous pouvons comprendre notre point de vue. L'histoire des révolutions a démontré qu'une fois qu'il a mené la révolution à sa victoire finale, le parti pose aussi les bases pour la croissance d'une nouvelle classe de bureaucrates dans le parti et l'État. Lorsque le parti et l'État se fondent complètement l'un dans l'autre, il est alors terriblement difficile de combattre l'ascension de la classe bureaucratique et de mobiliser le peuple contre les injustices commises par l'État. Il est donc absolument essentiel que les dirigeants du parti demeurent avec les masses, les organisent et les guident contre chacune des formes d'exploitation et d'oppression. Au Népal, ceci est d'autant plus crucial que les maoïstes doivent partager le pouvoir avec une section des classes compradores féodales.

Prachanda et Bhattarai ont déclaré qu'ils souhaitaient accueillir des investissements directs étrangers pour créer un environnement favorable aux entreprises au Népal. Ils ont également dit qu'ils encourageraient le capitalisme. Est-il correct pour un parti maoïste d'inviter les investissements étrangers et de développer le capitalisme ?

Azad : Il faut d'abord comprendre la réalité du Népal. Il s'agit d'un pays semi-féodal extrêmement arriéré ne disposant ni de l'infrastructure ni de la production industrielle minimum. Il fait partie du quart-monde, si l'on peut le qualifier ainsi. Les Nations Unies l'ont placé dans la catégorie des pays les moins avancés. Par conséquent, la première tâche au Népal est de libérer les vastes masses de l'étreinte féodale et sur cette base, de développer l'industrie. En ce qui concerne le développement du capitalisme au Népal, il n'y a pas lieu d'objection de la part des révolutionnaires aussi longtemps qu'il s'agisse d'un capitalisme national convenablement régulé pour répondre aux besoins des masses et orienté vers la croissance de l'économie interne et non vers les exportations ou les intérêts des impérialistes.

Mais si les encouragements sont destinés à l'afflux de capitaux étrangers, cela sera attentatoire aux intérêts du pays à long terme. Les capitaux étrangers commenceraient à contrôler l'économie du Népal, même si les maoïstes sont les principaux partenaires du gouvernement, comme ils l'ont fait jusqu'à présent. Les maoïstes doivent encourager les capitaux nationaux et favoriser leur croissance tout en éliminant graduellement les capitaux étrangers. Prachanda et Bhattarai ont rencontré des hommes d'affaires sous l'égide de la Federation of Nepalese Chamber of Commerce and Industries (FNCCI) dès que les résultats furent clairs. Les hommes d'affaires font pression pour un environnement favorable aux investissements, une maximisation du profit, des réformes fiscales, une nouvelle législation du travail flexible et une politique industrielle positive.

Les maoïstes se sont, par le passé, opposés aux institutions privées dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Mais maintenant, Prachanda a promis qu'un partenariat public-privé serait encouragé dans ces secteurs. Bhattarai a promis d'éliminer tous les obstacles qui pourraient se lever dans le secteur privé. Nous avons entendu des rapports de discussions entre les dirigeants maoïstes et des fonctionnaires de la Banque Mondiale. Si ces rapports sont corrects, alors, cela aura de dangereuses conséquences pour l'avenir du Népal. Dépendre des investissements directs étrangers et adopter une approche pragmatique à l'égard de l'industrialisation du Népal pour surmonter le retard économique du pays ne pourra que conduire à l'inverse et renforcera l'emprise des impérialistes.

Comment prévoyez-vous les futures relations fraternelles entre votre parti et le CPN(M). Étant donné que l'État indien ne souhaite pas que les maoïstes du Népal maintiennent leurs relations avec les maoïstes indiens, et que les exigences du MJF (Madhesi Janadhikar Forum) à cet égard sont un signe clair d'une pression indienne croissante, les relations fraternelles entre les deux partis se poursuivront-elles comme avant ?

Azad : Nous pensons et souhaitons que les rapports fraternels entre le CPI(Maoist) et le CPN(Maoist) doivent continuer comme avant. Aussi longtemps que les deux partis s'en tiennent fermement à l'internationalisme prolétarien, les pressions internationales et nationales ne se mettront pas entre nous. Bien sûr, il va de soi que la pression de divers éléments sur les maoïstes du Népal pour qu'ils rompent leurs liens avec les autres partis maoïstes va augmenter. L'Inde et les États-Unis en particulier exerceront une pression maximale dans ce domaine. Nous comprenons la complexité de la situation. Nous devons cependant garder à l'esprit que chaque parti communiste est un détachement du prolétariat mondial. Et n'importe quel parti prolétarien placera les intérêts nationaux en-dessous de ceux du prolétariat mondial. Le camarade Prachanda avait dit avec justesse que les liens idéologiques entre les deux partis resteraient intacts. Et nous pensons que les débats et les discussions doivent se poursuivre. Les divers forums internationaux tels que le CCOMPOSA doivent poursuivre leurs activités et leurs objectifs en dépit de la nouvelle situation qui est apparue.

Que pensez-vous de la remarque du camarade Prachanda dans son interview à The Hindu dans lequel il a dit "nos succès fournissent au parti maoïste indien, à ses dirigeants et à ses cadres de nouvelles informations à étudier, sur lesquelles réfléchir pour avancer autrement. Nos efforts apportent un point de référence"

Azad : [L'article original du CPI(Maoist) Information Bulletin semble avoir accidentellement omis la réponse d'Azad à cette question - Bannedthought.net]

Enfin, y a-t-il quelque chose que vous voudriez dire à la population du Népal et au CPN(M) ?

Azad : Notre parti, le CPI(Maoist), envoie ses salutations révolutionnaires au nom du comité central, de toute la base du parti et du peuple de l'Inde au CPN(Maoist) et à la population du Népal pour leur rejet catégorique de l'autorité monarchique et des partis compradores féodaux par l'intermédiaire des élections à l'assemblée constituante. Nous voulons les informer que c'est maintenant que commence le véritable combat pour la transformation de leur vie et de la vie du Népal. Un seul manque de vigilance, même un court instant, pourrait coûter cher aux maoïstes ainsi qu'au peuple du Népal. Les vautours à l'extérieur et à l'intérieur du pays ne demandent qu'à maintenir l'ordre social existant et ont hâte de détruire tous les gains obtenus par la population et les maoïstes. Nous voulons rappeler au CPN(M) et au peuple du Népal de ne pas perdre de vue notre avertissement en novembre 2006 lorsqu'ils ont décidé de prendre part au gouvernement intérimaire. Je répète ce que nous avons dit alors : "L'accord conclu par les maoïstes pour prendre part au gouvernement par intérim au Népal ne pourra pas changer la nature réactionnaire de l'appareil étatique au service des classes dirigeantes exploiteuses et des impérialistes. L'État peut être soit un instrument aux mains des classes exploiteuses ou du prolétariat, mais il ne peut pas servir les intérêts de ces deux classes implacablement opposées. Un principe fondamental du marxisme est qu'aucun changement fondamental dans le système social ne peut pas survenir sans que soit écrasé l'appareil étatique. Les réformes venant d'en haut ne peuvent amener aucun changement qualitatif dans le système social qui relève de l'exploitation, aussi démocratique que puisse paraître la nouvelle constitution, et même si les maoïstes deviennent un élément important du gouvernement. C'est une pure illusion de croire qu'on peut construire un nouveau Népal sans écraser l'État existant".

Notre parti espère que le CP(M) tiendra compte de nos conseils fraternels et poursuivra la lutte des classes pour que le Népal se libère véritablement de l'impérialisme, du féodalisme, de l'expansionnisme indien et progressera vers le socialisme et le communisme. Il n'a d'autre choix que de continuer la guerre populaire pour atteindre l'objectif précité étant donné qu'il est impossible de réaliser une transformation fondamentale du système social simplement par une coalition de forces qui s'est emparée du pouvoir à ce stade.

Notre parti mènera une lutte inflexible contre les complots et les desseins expansionnistes, l'intervention, la brutalité et les actes de subversion des classes dirigeantes indiennes au Népal et garantit que nous nous tiendrons fermement aux côtés du CPN(M) et de la population du Népal dans leur combat pour leur liberté et leur indépendance. Seule la victoire de la révolution en Inde peut assurer une réelle égalité et un respect mutuel entre les deux pays. Et notre parti intensifiera ses efforts pour faire progresser la révolution dans notre pays jusqu'à sa victoire finale.

Avant de nous quitter, je voudrais avoir une précision concernant certains rapports récents dans les médias selon lesquels le porte-parole du CC, CPI(Maoist), Azad, et sa femme Rama se soient décédés lors d'un combat avec la police dans la forêt de Eturnagaram, district de Warangal, Andhra Pradesh. Au final, cela s'est avéré être une simple rumeur !

Azad : Que dois-je ajouter à ce propos alors que vous vous trouvez en face de la personne supposée morte ? Je m'étonne simplement de l'incapacité des médias à vérifier les faits avant publication. Chaque mensonge débité par les médias acquiert une certaine crédibilité aux yeux de la population, au moins pendant un temps. Ils suscitent la confusion et induisent l'opinion publique en erreur. Pour ce qui concerne le prétendu combat sensé avoir entraîné ma mort, les premiers mensonges ayant circulé dans les médias, bien qu'ils ne furent plus répétés dans les reportages ultérieurs, furent suffisants pour créer une brèche dans l'esprit des gens. Même lorsque les faits finissent par être révélés, il est trop tard pour corriger les impressions créées. Beaucoup de gens pensent toujours qu'Azad est mort. Dans l'édition du *Indian Express* de mardi dernier (22 avril), par exemple, il y avait en pages centrales un article écrit par l'ancien directeur du Research & Analysis Wing, P.K. Hormis Tharakan disant que « le porte-parole du CPI(Maoist) et membre du CC, Azad (Gajarla Saraiah) et sa femme Rama ont été abattus lors d'un combat dans la forêt de Eturnagaram ». Cela figurait dans le contexte de son analyse des résultats électoraux au Népal. On peut imaginer l'importance de l'impact des articles publiés dans la presse, par lesquels un officier du renseignement expérimenté de l'establishment indien se laisse facilement emporter ! D'autre part, cela montre également à quel point le cerveau d'un ancien chef du RAW peut être brut !

Gajarla Saraiah, alias Azad, n'était-il pas membre du CC et du CMC ?

Non. Même cela n'est pas correct. Le fait est que le camarade Gajarla Saraiah (également connu sous le nom d'Azad et Raghu) était un membre du NT Special Zonal Committee jusqu'en 2004, après quoi il fut transféré au Maharashtra où il a occupé le poste de membre du State Committee et de secrétaire du Gondia-Balaghat Divisional Committee jusqu'en août 2006. Il ne fut jamais membre du CC ni du CMC comme propagé par les médias. Lui et sa femme furent ramassés par le APSIB de Kolhapur au Maharashtra et brutalement assassinés après avoir été cruellement torturés. Leurs corps furent jetés dans une forêt du Warangal et, comme d'habitude, la célèbre SIB de l'Andhra Pradesh a fait passer ce meurtre de sang-froid pour un combat. Ils ont également essayé de faire croire qu'il était un membre haut placé du CC et du CMC. La police de l'Andhra Pradesh sait très bien que ces deux camarades n'étaient plus dans l'état depuis plus de quatre ans et elle a pourtant l'audace de prétendre qu'ils ont été tués dans une forêt du Warangal. C'est le pouvoir dont jouissent ces sbires de l'état dans un pays que l'on prétend être une république ayant une constitution. Chaque assassinat lors d'affrontements - et ils se comptent par milliers au fil des ans - est une confirmation révélatrice de la thèse maoïste selon laquelle la démocratie indienne est protocolaire et factice. L'illégalité de la police et des forces de sécurité n'a jamais été remise en question par les tribunaux et pas un seul officier en Andhra Pradesh n'a été inculpé de meurtre malgré la commission de plus de trois mille meurtres ces deux dernières décennies.